

Tanger: La crise des migrants s'enlise

• Une soixantaine de délogés d'Al Irfane installés sur le parvis de l'Eglise catholique

• La bombe humanitaire guette

LES effets collatéraux du délogement des squatteurs du quartier Al Irfane, à Tanger, commencent à se faire sentir. Après une opération conjointe des forces de l'ordre pour libérer, avec succès, les logements illégalement occupés au quartier Al Irfane, mercredi et jeudi derniers, les premiers problèmes surgissent. Si les migrants les plus chanceux ont pu rejoindre familles ou connaissances dans d'autres villes du Maroc, une bonne partie des Subsahariens délogés (environ une centaine, selon des estimations) ont trouvé refuge dans les forêts avoisinantes de la ville comme à Mesnana. Sans alternative et sans le sou, d'autres se sont installés dans les lieux de culte chrétiens. C'est le cas de l'Eglise catholique de l'avenue Hassan II, en plein centre-ville, dont l'esplanade est squattée par des immigrés clandestins. Interrogés par L'Economiste, ces derniers racontent comment ils se sont vu refuser l'accès de la nef des églises, les responsables affichant un nœud définitif. Aussi, depuis la semaine dernière, enfants, femmes et moins jeunes couchent à même le sol, sur le parvis de l'église, ne devant leur survie qu'à la générosité de quelques bienfaiteurs. Les conditions sanitaires ne



Excédés d'être instrumentalisés, les migrants clandestins fuient l'objectif. Impossible de tous les voir, ils sont plus d'une soixantaine planqués dans les jardins de l'Eglise catholique de Tanger dont les responsables leur ont refusé l'accès. Jeunes et moins jeunes, dont des enfants en bas âge, dorment à même le sol, ne survivant que grâce à quelques bienfaiteurs (Ph. Adam)

devraient pas tarder à se dégrader. Une affaire aussi simple que faire ses besoins n'est possible que grâce à la coopération des stations-service mitoyennes qui tolèrent l'utilisation de leurs toilettes, affirme Aichatou, une Nigériane, porte-parole des squatteurs de l'église. Cette dernière est catégorique et assure qu'aucun organisme n'est venu les aider. Elle s'insurge même contre ceux qui veulent les utiliser pour faire pression ou pour marchander des aides en faisant gonfler leur nombre. «Nous n'avons jamais dépassé la centaine» assure-t-elle, non loin des estimations de L'Economiste sur place, et totalement contraire aux masses annon-

cées par certains médias. «La situation à Al Irfane était déjà intenable, encore plus ici», confie-t-elle, avec parmi les occupants de l'esplanade de l'église une demi-douzaine d'enfants en bas âge qui dorment à la belle étoile. Les squatteurs de l'église ne savent quoi faire, toutes les portes s'étant fermées devant eux. On remarque bien à leur air soucieux qu'ils craignent d'être délogés une seconde fois et qu'ils n'aient d'autre choix que de rejoindre leurs compatriotes dans la forêt, une mission qui risque d'être suicidaire avec des enfants en bas âge. A rappeler que la semaine dernière, l'opération de délogement menée par les forces de

France, Espagne... exagération médiatique

PLUSIEURS médias espagnols et français sont en train de transmettre une image totalement erronée de ce qui se passe à Tanger. D'abord sur l'opération de délogement qui s'est déroulée sur un ton ferme mais dans des conditions dignes sans aucune violence, mais que certains médias mal intentionnés ont dépeinte comme étant une énorme battue policière avec des centaines d'arrestations. Des versions totalement déformées, étonnantes et incroyables, pour la simple et bonne raison qu'aucun média étranger n'était présent ce mercredi là à Tanger. Ensuite, il est fait état de plusieurs centaines de migrants parqués dans les églises, chiffre largement exagéré qui ne reflète pas la réalité de la situation, comme en témoignent nos propres photos. □

l'ordre à Tanger avait permis de libérer les appartements squattés d'Al Irfane. Environ 85 logements avaient été remis à leurs propriétaires légitimes et plus de 400 migrants clandestins, sur un total de plus d'un millier, transférés vers d'autres villes par autocar. □

De notre correspondant,
Ali ABJIU

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com